

"Politique de la ville" : un début de retour au réel

Enoncés ci-après, ces graves crimes sont TOUS advenus ces trois derniers jours. TOUS, dans les fameux "quartiers prioritaires de la politique de la ville" (QPV). Il en va de même, homicide après homicide, émeute après émeute, lynchage après lynchage, trafic après trafic, incendie après incendie, dans ces mêmes QPV, jour après jour et toute l'année, depuis désormais quarante ans et plus ; le chaos s'aggravant en outre d'année en année.

Au point que désormais, il est possible de diagnostiquer sans exagérer que la France a un problème criminel et un seul, celui de ces ghettos hors-contrôle livrés à des bandes armées et autres narco-milices ; et qu'y rétablir l'ordre une bonne fois pour toutes ferait s'effondrer, de moitié voire plus, nos statistiques criminelles nationales.

Qu'on en juge :

- MARSEILLE, cité de la Busserine (QPV) des Ninjas cagoulés d'une narco-milice tirent à la kalachnikov sur tout ce qui bouge, kidnappent un voyou rival et mettent en joue des policiers venu voir. Façon guerre civile en Algérie - la vidéo qui circule est si effrayante que le pauvre maire de la ville n'ose même plus bêler que "Marseille n'est pas Chicago".
- CASTELSARRAZIN (Tarn-et-Garonne), cité Gambetta (QPV) - sur le mur d'un fief local des *dealers*, s'étalent les noms des policiers du secteur et de leurs proches, assortis de menaces de mort.
- PAU, quartier Saragosse (QPV) - une meute des aimables chérubins de Mme Taubira, dont de juvéniles prédateurs tchéchènes, lynchent à mort un ex-bandit africain, pour d'obscurs et sans doute futiles motifs.
- COURCOURONNE (Essonne, QPV) quatre policiers veulent contrôler un jeune en moto. Une meute violente les moleste, un policier est lynché, cheville fracturée.
- ROMAINVILLE (93, QPV) - Poignardé en plein cœur, un quadragénaire meurt, suite à des heurts avec l'usuelle meute de voyous.

Bien sûr, tous ces quartiers et cités sont d'ores et déjà inondés d'argent public, en vue d'une réhabilitation du bâti qui, s'agissant de sécurité publique et de "reconquête républicaine",

échoue pathétiquement depuis vingt ans et plus. Pour le seul quartier Saragosse de Pau, on claque ainsi, sur quatre ou cinq ans, *cent trente millions* d'euros.

Que, d'assassinats en émeutes, la France aille droit à des zones localisées de guerre civile, le président Macron a dû le ressentir : il est jeune et ainsi, son horizon est plus profond que celui de récents politiciens d'une Ve république vieillissante et fatiguée, cyniques adeptes du bien connu "après moi, le déluge".

D'instinct, M. Macron aura senti que le ruineux et fantasmagorique plan de M. Borloo, pur cataplasme-sur-jambe-de-bois, était partie intégrante du problème, pas de sa solution.

Et que l'exubérant fan-club-Borloo tendait la gamelle dans des conditions de gabegie telles qu'elles horrifient depuis vingt ans la Cour des comptes - et ont déjà conduit des élus de Marseille, devenus au fil des ans de purs proxénètes de la "politique de la ville", sur la paille humide des cachots.

Car ce qu'a asséné M. Macron respire enfin le réalisme :

- Fin de la récré-Borloo "Je ne vais pas annoncer un plan ville, un plan banlieues",
- L'Etat a "perdu la bataille des trafics dans de nombreuses cités",
- Ca s'aggrave : "Il faut regarder les choses en face, c'est en train d'empirer",
- Le problème est criminel : "Dans nos quartiers, il y a aussi de la violence, il y a des choses qui ne vont pas et c'est explosif"
- L'avenir est sombre : "Une tension qu'on a laissé s'enkyster... Une forme d'éloignement avec la République"

Ce que dit M. Macron, les criminologues réalistes, et aussi par ailleurs le courageux Georges Bensoussan, le rabâchent depuis belle lurette.

Enfin ! Un diagnostic présidentiel ouvre une perspective.

D'autant plus, que la voie ainsi tracée fait l'effet d'une affreuse douche glacée pour les médias gauche-caviar-Niel-Drahi - furieux et dépités au point qu'ils ont censuré les propos présidentiels les plus raides, ceux exposés ci-dessus ; hier introuvables sur leurs sites.

Que faire alors ? Lancer un "plan de mobilisation générale contre les trafics internationaux de stupéfiants", indique le président Macron.

C'est en effet la bonne voie.

Reste à s'y engager vigoureusement. ■